

Trois ACTIONS sur ETAPE TOUR de FRANCE – 11 septembre à CLERMONT-FD



#IsraelApartheidNation

#IsraelHoldUpNation



25 militants BDS-63 (AFPS, BDSF, Solidaires, UNEF, RESF, CGT, LFI, Tps des cerises, ...) ont décoré la façade de la maison du peuple des syndicats de Clermont devant laquelle passait le Tour, avec l'aide de SUD Education et Solidaires.

Déco avec grande banderole contre Israel Start-Up Nation et la complicité du Tour de France, et drapeaux aux fenêtres + militants sur le toit d'un camion + militants des deux côtés de la route, avec un bon mégaphone (soutenus par des passants solidaires, dont un Palestinien de 48) qui ont indiqué à toutes les voitures de la caravane, et aux coureurs :

« Boycott Israel, Palestine vivra ».

Voir vidéo et photos ci-jointes (et sur facebook Palestine 63 Solidarité), dont voitures ISN huées par nos militant-e-s.



Les services de police et la BAC étaient largement présents sur place, sans tension.



Tout ou partie des décorations nocturnes (tags Palestine et BDS) de la route et d'une paroi rocheuse au début du col de

Ceyssat sont bien visibles dans le replay de l'étape sur France-tv sports, entre 1h1min19sec et 1h3min04sec. Et un peu plus haut, dans le village de la Font de l'arbre, un sympathisant avait érigé notre banderole près de sa palissade en bord de route, où elle a été bien visible durant le passage de la caravane et pour les passants.



DEAMBULATION POUR DENONCER ISRAËL START-UP NATION SUR LE TOUR DE FRANCE ET HOMMAGE AU CHAMPION CYCLISTE DE GAZA.

#IsraelApartheidNation

#IsraelHoldUpNation

Le Tour de France 2020, avec la venue de l'équipe Israël Start-Up Nation, est devenu le théâtre d'une vaste opération de propagande pour faire oublier les crimes de l'Etat d'Israël, qui occupe et colonise la Palestine, discrimine les Palestiniens d'Israël, et refuse le droit au retour de millions de réfugiés.



Le 9 septembre 2020 à 18h, environ 80 personnes de tous âges, d'une quinzaine d'organisations (AFPS-BDSF, SOLIDAIRES, UNEF, CGT, FSU, ATTAC, RESF, CIMADE, Temps des cerises, Educ

Interculturelle, LFI, PCF, ATELIER DE GAUCHE, Gilets Jaunes, ...), dont deux élues municipales LFI et un PCF, certain-e-s avec leurs enfants, se sont rassemblées Place de Jaude à Clermont-Ferrand, à l'appel du Collectif Palestine 63 (28 organisations), pour une déambulation, avec ou sans vélo à la main, en hommage à Alaa Al Dali, champion cycliste de Gaza, amputé suite au tir des soldats israéliens sur une marche pour le droit au retour des réfugiés (voir photos). Quelques centaines de tracts sur le Tour du Collectif Palestine 63 ont été distribués. Des prises de parole ont été faites par l'AFPS, l'UNEF, Solidaires et une militante CGT.

<https://www.facebook.com/208910012579147/videos/620066195546716>



Lors de la déambulation autour de la place, ses bistrotts, le centre commercial et les passagers du tramway, notre affiche hommage à Alaa AlDali était suivie par un grand drapeau palestinien, puis une grande banderole « Israel Start-Up Nation ? Tour de France complice de l'apartheid ! ». Les manifestants ont scandé, entre autres, ISRAEL / ASSASSIN – TOUR DE France / COMPLICE ;

BOYCOTT / ISRAEL – ETAT / CRIMINEL ;

PALESTINE / VIVRA – PALESTINE / VAINCRA !



Outre une participation militante à ce rassemblement, l'appel a été largement relayé sur les sites web et les réseaux de nombreuses organisations, et le tract distribué à 4.000 exemplaires, ce qui a sensibilisé des milliers de personnes à cette propagande scandaleuse. Des discussions sur les actions à mener les 11 et 12 septembre lors du passage du Tour à Clermont-Fd ont terminé la soirée...

Voir page facebook Palestine63solidarité pour plus de photos

et vidéo



Le festival Docaviv 2020 à Tel Aviv de l'apartheid ébranlé par des annulations dans sa semaine finale après des appels de BDS

9 septembre 2020, par Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)

Cíntia Gil, Directrice du Sheffield Doc/Fest est l'une des quatre participant·es internationaux/les qui se retirent

Docaviv 2020 – le festival international du film documentaire à Tel Aviv prend fin cette semaine, marqué par des annulations notables de la part de quatre cinéastes et invité·e·s internationaux/les.

Le festival de Tel Aviv de l'apartheid, qui se déroule essentiellement en ligne, a pour partenaires le ministère de la Culture et des Sports du gouvernement israélien d'extrême-droite et la municipalité de Tel Aviv. Il adresse également ses remerciements au ministère israélien des Affaires étrangères pour son soutien.

Parmi celles et ceux qui se retirent du festival, à la suite de demandes privées de la part des soutiens du boycott culturel d'Israël, figurent Cíntia Gil, directrice de

Sheffield Doc/Fest, et la cinéaste danoise Eva Marie Rødbro, dont le long-métrage documentaire *I Love You I Miss You I Hope I See You Before I Die* a été retiré de la sélection *Depth of Field* (Profondeur de champ) de Docaviv.

Gil, également membre du Conseil d'administration d'Apordoc, association portugaise du film documentaire, et ancienne directrice de Doclisboa, a confirmé au Comité de Solidariedade com a Palestina qu'elle s'était retirée en tant que jurée du festival Docaviv.

Elle l'a fait à la suite de demandes privées du Comité et de l'organisation antiraciste SOS Racismo Portugal, se référant à l'appel de réalisateurs palestiniens et de secteurs plus larges de la société civile en vue du boycott d'institutions culturelles israéliennes qui sont complices des violations des droits humains des Palestiniens commises par Israël.

Outre Eva Marie Rødbro, un·e autre cinéaste international·e a retiré son film du programme du festival, et un·e autre invité·e international·e du festival a annulé sa participation, ces deux personnes souhaitant ne pas être nommées pour le moment.

Les quatre cinéastes et invité·es qui se sont retiré·es avaient été contacté·es en privé par des soutiens du mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) pour les droits humains des Palestiniens et ont annulé leur participation à la suite de ces demandes.

La Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI) a vérifié chaque annulation auprès de ses partenaires au Danemark, au Portugal et ailleurs. Les quatre participant·es ont été retiré·es du programme de Docaviv.

En 2014, l'acteur et militant Danny Glover a compté parmi les personnes qui condamnaient l'inclusion du film *American Revolutionary: the Evolution of Grace Lee Boggs* dans l'édition

2014 de Docaviv, écrivant “nous sommes solidaires du peuple de Palestine”. En 2019, le réalisateur marocain Nadir Bouhmouch a refusé d’accepter une invitation à présenter son film à Docaviv.

Alia Malak, de PACBI, a déclaré :

“Nous remercions les cinéastes et invités internationaux qui se sont retirés de Docaviv 2020 en raison de sa complicité dans le blanchiment par l’art du régime brutal d’Israël, d’apartheid, d’occupation et de colonialisme de peuplement, et en solidarité avec le peuple palestinien.

Des milliers d’artistes, y compris de nombreux cinéastes et artistes du cinéma LGBTQ+ , ont apporté leur soutien public – et d’autres encore, en grand nombre, ont été attentifs – au boycott d’institutions culturelles israéliennes complices, conscients de leur devoir éthique de ne pas nuire aux luttes non violentes pour la justice, et refusant de blanchir par l’art les violations du droit international et les crimes de guerre commis par Israël.

Docaviv n’a jamais pris position en faveur des droits inaliénables du peuple palestinien, reconnus par le droit international. Il ne s’est même pas exprimé quand des avions de chasse israéliens ont bombardé et détruit délibérément le centre culturel Said al Mishal à Gaza, y compris son cinéma destiné aux enfants.

Malgré les efforts déployés par la prétendue “Creative Community for Peace” – une façade abondamment financée et à peine camouflée du gouvernement israélien d’extrême-droite et de son lobby – le soutien au mouvement pacifique BDS continue à croître parmi les artistes et différents groupes et milieux dans le monde entier. Nous exhortons ceux et celles qui travaillent internationalement pour le film et la télévision à les rejoindre.”

PACBI est un membre fondateur du mouvement Boycott,

Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Traduction SM pour BDS France

Source : BDS Movement

Doc Aviv : un festival de cinéma chargé de servir la normalisation de l'anormalité

Par BDS France et BDS Maroc, 10 septembre 2020

BDS France et la campagne MACBI (BDS Maroc) ont alerté les créateurs artistiques, en France et au Maroc, sur la signification que prend leur participation à des événements organisés sous la houlette des institutions officielles israéliennes. Ainsi du festival international du film documentaire DocAviv qui se tient cette semaine à Tel Aviv. Certains internationaux ont d'ailleurs retiré leurs œuvres ou se sont retirés du jury de ce festival (¹).

Dans le contexte politique du moment, alors que les États-Unis et Israël viennent d'obtenir la normalisation des relations entre Israël et les Émirats Arabes Unis, et s'activent pour l'obtenir avec d'autres États, alors que des chancelleries occidentales annoncent les ouvertures prochaines de leurs ambassades à Jérusalem, participer à DocAviv comme cinéaste français ou marocain, européen ou

arabe, relève d'un acte politique et non d'un geste artistique.

Il s'agit bien de conforter l'Apartheid sioniste et de participer à la tentative d'entériner l'effacement de la Palestine et des Palestiniens, de la vie politique, de la terre, des consciences ...

Le cinéaste franco-marocain Kamal Hachkar, professeur d'histoire de surcroît, et récidiviste en matière de normalisation (avec un premier film Tineghir-Jérusalem concourant au Festival d'Ashdod en 2012), présente un second film à DocAviv le 12 Septembre, « Dans tes yeux je vois mon pays ».

Il traite dans ces films d'une coexistence béate et dénuée de tout contexte entre juifs et musulmans marocains: les juifs marocains sont ils allés sur la lune ou en Palestine? N'ont ils pas été manipulés par le sionisme, placés d'autorité sur les zones frontalières en boucliers humains contre les armées arabes, main d'œuvre docile et bon marché chargée de remplacer les Palestiniens, chair à canon dans les guerres contre les voisins arabes, matériau humain transplanté pour coloniser la Palestine ? De tout cela il n'est jamais question bien sûr. La Palestine est soigneusement effacée d'un sujet qui la concerne pourtant au premier titre.

La liste est longue et documentée de ce qu'il y aurait à dire autour du beau sujet des relations entre juifs et musulmans dans l'histoire du Maroc. Mais Hachkar a choisi son sujet et son camp : il soutient activement le sionisme contre la Palestine, et court toujours en précurseur, en avant de la normalisation arabe que le Maroc vient pourtant de refuser officiellement.

DocAviv se tient à 90 km de Gaza (2 millions d'habitants) autour duquel se resserre jour après jour, mois après mois, année après année, un siège qui dure depuis 2007 où la quantité de nourriture qu'il est permis d'y faire rentrer est mesurée à l'aune de la seule survie, où l'électricité est rationnée à quelques heures quotidiennes, où l'eau est insalubre, les conditions sanitaires désastreuses, et les bombardements gravement meurtriers.

Le festival se tient à 75 km de Jérusalem, la ville du nettoyage ethnique, dont les habitants palestiniens sont progressivement mais méthodiquement chassés.

Il se tient dans la ville de Tel-Aviv bâtie sur une terre où existaient 5 villages palestiniens maintenant disparus, suite à la Nakba de 1948 et aux massacres qui allaient avec.

Ce festival se tient dans un pays dont l'Etat est maintenant régi depuis plus d'un an par une loi qui a officialisé l'apartheid à l'encontre de ses habitants historiques...

Heureusement, Hachkar ne fait pas école. L'année dernière, le cinéaste marocain Nadir Bouhmouch, invité à DocAviv pour son film *Amussu*, « *un film sur la résistance, sur le combat d'une communauté pour l'eau, la terre et la dignité* », dit-il. Il a décliné l'invitation en expliquant qu'en tant qu'artiste, il ne se rendrait pas complice des crimes contre les Palestiniens, et qu'il est partisan du BDS et signataire de l'appel du MACBI au Boycott culturel de l'état d'Israël. Évoquant que, dans les conditions actuelles, les Palestiniens ne verraient pas son film, il conclut :

« Je préfère attendre le moment où l'Apartheid s'effondrera, pour que tout le monde puisse avoir accès, ensemble, à la projection, y compris les réfugiés palestiniens, qui continuent à détenir, en plus des clés de leurs maisons, celles des lieux culturels des villes, notamment des salles de cinéma, des lieux d'exposition et des centres culturels qui sont sous occupation et dont vous faites usage. »

Voilà pourquoi nous joignons nos voix à celle du cinéaste Nadir Bouhmouch lorsqu'il en appelle : «à [ses] collègues de la communauté culturelle, en Afrique du Nord et dans le monde, les invitant à refuser toute collaboration avec les institutions sionistes ».

(¹) <https://bdsmovement.net/news/docaviv2020>

Action « Israël Boycott » sur le Tour de France, à Mane (31)

BDS France Toulouse, Couserans Palestine et Palestine Vaincra rejoints par le **NPA31** étaient sur le Tour de France pour dénoncer la complicité de ses organisateurs dans le blanchiment de l'apartheid israélien.

Une vingtaine de militant.e.s se sont retrouvés samedi 5 septembre dans une côte à la sortie de Mane, village situé à quelques kilomètres de Salies du Salat.

Avec banderoles, une douzaine de drapeaux palestiniens dont un très grand qui a eu les honneurs du reportage de France3 pendant quelques secondes.

Publiée par Campagne BDS Toulouse sur Samedi 5 septembre 2020

Merci à nos camarades Roger et Lidia qui ont fait les repérages et trouvé cet emplacement où on ne voyait que nous.

Pendant 2 heures et le passage de la caravane et des coureurs, nous avons repris les mots d'ordre « Et vive la lutte du peuple palestinien », « Boycott Israël » et sifflé copieusement les voitures de l'équipe Israël-start-up-nation. Beaucoup de photos de notre rassemblement par des journalistes du Tour, le Parc Astérix de la caravane a lancé au micro un soutien « à une belle cause à défendre ».

Une action réussie et sympa, qui va nous servir à préparer le Tour 2021, dans l'unité la plus large, parce qu'**on ne roule pas avec l'apartheid, on le boycotte.**

A l'année prochaine...



**NOUVELLES ACTIONS A CLERMONT
CONTRE LA PROPAGANDE
ISRAELIENNE SUR LE TOUR DE**

FRANCE : FR3 et MARCHES POPULAIRES

#IsraelApartheidNation

#IsraelHoldUpNation



02/09 – UNE DELEGATION DU COLLECTIF PALESTINE 63 DEVANT FR3 AUVERGNE

Une trentaine de militant-e-s AFPS, BDSF, Solidaires, CGT, ATTAC, RESF, LDH ont participé un rassemblement, pour faire connaître à FR3 Auvergne le tract du Collectif Palestine 63 (28 organisations) qui proteste contre l'opération de propagande Israel Start-Up Nation couverte par le Tour de France.

Nous avons déplié notre affiche pour le cycliste de Gaza amputé suite aux tirs israéliens, et notre banderole « Israel Start-Up Nation ? Tour de France complice de l'apartheid ! ». Quelques centaines de tracts ont été distribuées aux automobilistes à deux feux rouges (bon accueil) et au personnel de FR3 qui sortait du travail.

Le rédacteur en chef de FR3 Auvergne, que nous avons averti de notre délégation, est venu discuter avec nous devant le portail de la station.



Ce même jour un article sur l'équipe ISRAEL a été publié par le journal électronique MEDIACOOP, le cactus de l'info

04/09 – TRACTAGE SUR LE MARCHE DE MONTFERRAND

Six militant-e-s de la Coalition BDS 63 ont distribué 700 tracts du Collectif Palestine 63. Ils ont aussi informé sur la

déambulation prévue le 9 septembre en centre ville.

Très bon accueil de la majorité des passants, plusieurs nous ont remercié et parfois demandé des tracts pour leur entourage.



06/09 – TRACTAGE ET BANDEROLES AU MARCHE d'AUBIERE

Dix militant-e-s de la Coalition BDS 63 ont déployé une grande banderole « Israël Start-up Nation ? Tour de France complice de l'apartheid ! », à l'une des entrées très passantes du marché. Ils ont aussi exposé une affiche mobile sur le champion cycliste de Gaza amputé suite à un tir de soldat israélien, qui a suscité de nombreuses lectures par les passants. Une déambulation avec l'affiche, précédée par 4 « tracteurs », a aussi été bien visible.

Le tract du Collectif Palestine 63 (28 organisations), a été diffusé à 900 exemplaires. On a informé sur la déambulation prévue le 9 septembre en centre ville (18h, place de Jaude).



Cette action nous a montré que de nombreux citoyens n'étaient pas informés sur ce scandale. Quelques personnes nous ont demandé quelques tracts à distribuer dans leur entourage. Et d'autres nous ont remerciés ou encouragés. Deux commerçants nous ont offert des falafels ou des acras pour notre soutien à la Palestine. Plus de refus de tracts que d'habitude, parfois manifestes.

3.600 tracts ont été distribués depuis le 30 août au cours de 5 actions.

N.B. La vidéo (36 sec) de notre action du 30 août, publiée sur notre page facebook a été vue plus de 10.000 fois

Tour de France : le collectif Palestine 12 roule pour la Palestine !

Le 02/09/2020 Le Collectif Palestine12-Millau a roulé pour la Palestine avec de nouveaux amis de l'afps venus de Montpellier. Nous avons fait le tour des places principales de Millau, avec pause à chaque endroit. Distributions de tracts, slogans, beaucoup de rencontres, d'explications « La marque Israël » en a eu pour son compte



Pause et pose dans la cour de la Mairie

Le 04/09:2020 Départ du Tour Alors que toutes les personnes se massaient à l'ombre Le Collectif millavois avait toute la place au soleil. Nous avons choisi le slogan « Free Palestine ». assez court pour être entendu et le drapeau palestinien bien déployé.



l'équipe qui pédale pour le pays le plus démocratique du Proche-Orient en a pris plein les oreilles



Avant le passage du peloton...



... le chauffeur de la « start-up nation » a vraiment bien entendu, « Free Palestine » et il s'est pris « Israël apartheid ». Sa fenêtre était légèrement baissée, il s'est tourné vers nous.

La voiture qui devance celle d'Israël et celle qui suit

soutiennent les Émirats.

Israël au Tour de France : Intervention de BDS France sur AJ+

Monira Mouhoun, coordinatrice de BDS France, a été interviewée par le média en ligne AJ+ a propos de la présence de l'équipe « Israël Start-up Nation » au Tour de France 2020.

#IsraelApartheidNation

Israël continue son opération séduction à l'international. Après le baseball et la F1, une équipe israélienne dispute le Tour de France pour la première fois. "Inadmissible" pour BDS France qui se bat pour les droits des Palestinien·ne·s.

Publiée par Campagne BDS France – Boycott Désinvestissement Sanctions contre Israël sur Lundi 31 août 2020

**Résistez à l'apartheid
israélien : Boycottez les**

sociétés HP

31 août 2020 / Par le Comité National BDS palestinien (BNC)

HPE soutient l'enregistrement raciste de la population par Israël, pilier de l'apartheid contre les Palestiniens. Il faut l'ajouter à la base de données de l'ONU sur les sociétés complices de l'entreprise coloniale illégale d'Israël.

HP Inc et HP Enterprises (successeurs de la Compagnie Hewlett-Packard) aide Israël à renforcer son régime d'apartheid sur le peuple palestinien. La société civile palestinienne a appelé à boycotter et à se désinvestir de HP jusqu'à ce qu'il mette fin à sa complicité.

L'annexion officielle planifiée par Israël de parties de la Cisjordanie occupée et sa continuelle annexion de facto se font toutes deux en violation du droit international. Tandis que nous continuons à travailler à mettre fin à l'annexion israélienne, il est important de se souvenir que le régime israélien de colonialisme de peuplement, d'occupation et d'apartheid contre le peuple palestinien est vieux de plusieurs décennies. Des gouvernements comme des entreprises ont permis et soutenu cette oppression et ont aidé à nourrir l'impunité d'Israël.

HP Inc a été le fournisseur exclusif d'ordinateurs à l'armée israélienne pendant plus d'une décennie.

HPE fournit des serveurs au Aviv System, système informatisé de l'Autorité israélienne de la Population et de l'Immigration, dans lequel se trouve la base de données Yesha qui contient des informations sur les citoyens israéliens qui vivent dans les colonies illégales israéliennes en Cisjordanie palestinienne occupée. L'Autorité de la Population et de l'Immigration met en place un système de législation et de politique à trois niveaux, sur la citoyenneté, la résidence, le regroupement familial, la naturalisation et les cartes d'identité, qui privilégie la population juive, y compris celle des colonies illégales, tout en discriminant systématiquement la population autochtone palestinienne d'Israël, ainsi que dans Jérusalem Est occupée annexée par Israël.

Alors qu'un statut de deuxième classe prive les citoyens palestiniens d'Israël de droits civiques et politiques pleins et égaux, ainsi que d'un accès égal au logement, à l'emploi, à la santé et à l'éducation, le statut de troisième classe des « résidents permanents » prive même les Palestiniens de Jérusalem Est occupée de leur droit fondamental à vivre dans leur ville.

L'apartheid israélien s'étend des deux côtés de la Ligne Verte, ainsi qu'aux Palestiniens en exil. Avec son soutien à ce système institutionnalisé de discrimination raciale, HPE permet la politique israélienne d'apartheid et en profite, y compris l'annexion officielle de Jérusalem Est, ainsi que l'annexion continue de facto (et éventuellement de jure) des colonies de la Cisjordanie occupée.

HPE soutient également et profite de l'infrastructure IT du système carcéral d'Israël, qui détient 4.700 prisonniers politiques palestiniens, dont de nombreux enfants.

L'un des plus récents détenus politiques d'Israël était Mahmoud Nawajaa, défenseur des droits de l'être humain et coordinateur de BDS qui a été arrêté par les forces d'occupation israéliennes le 30 juillet 2020. Déclaré prisonnier de conscience par Amnesty International, il a été détenu sans charges par l'armée israélienne pendant 19 jours, soumis à de mauvais traitements et interdit d'accès à un avocat pendant 15 jours, avant d'être finalement libéré grâce à la pression internationale.

Les sociétés HP profitent de tous les aspects de l'apartheid israélien. Leur rôle est semblable à la complicité de Polaroid avec l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid. Polaroid a fourni des photographies pour les livrets tristement célèbres que les Sud Africains noirs devaient détenir et qui leur déniait toute liberté de circulation. HP est le « Polaroid de notre époque ».

Le moyen le plus efficace pour contrer l'apartheid et le colonialisme de peuplement, ce sont les campagnes ciblées de Boycott Désinvestissement et Sanctions (BDS). HP Inc et HPE sont complices des crimes israéliens contre le peuple palestinien et doivent être tenues pour responsables, tout comme on a fait pression sur Polaroid pour qu'il mette fin à ses

affaires avec l'Afrique du Sud grâce à une campagne de désinvestissement qui a en fait été initiée par les travailleurs de la société aux Etats Unis.

La campagne mondiale de boycott de HP travaille à tenir les sociétés HP pour responsables grâce à des boycotts et désinvestissements massifs jusqu'à ce qu'elles mettent fin à leur rôle dans les crimes israéliens contre les Palestiniens. Des églises se sont désinvesties de HP. Des syndicats, des associations de solidarité et des organisations étudiantes ont rejoint la campagne et la popularisent dans leurs régions respectives. Le Conseil Municipal de Dublin a voté en 2018 pour mettre fin à tous ses contrats avec les sociétés de la marque HP. La campagne a organisé des actions mondiales réussies au cours des années pour souligner la nécessité de tenir les sociétés HP pour responsables.

La base de données de l'ONU des sociétés permettant les colonies illégales d'Israël, émise en février 2020, est une étape importante en direction de mesures efficaces de responsabilisation contre la complicité des sociétés dans l'entreprise coloniale d'Israël qui constitue un crime de guerre. **Nous demandons au Haut Commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU d'ajouter HPE dans la mise à jour de la base de données de l'ONU.**

Nous réitérons notre appel à des boycotts massifs de HPE et de HP Inc. jusqu'à ce qu'elles mettent fin à leur complicité dans l'apartheid israélien et les crimes de guerre. C'est la seule posture morale à avoir face aux violations toujours intensifiées des droits fondamentaux des Palestiniens par Israël et sa tentative actuelle de transformer son annexion de facto des territoires palestiniens occupés en annexion de jure.

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : BNC

LE TOUR DE FRANCE ET LA PALESTINE AU MARCHE AUX PUCES DE CLERMONT-FD

#IsraelApartheidNation

#IsraelHoldUpNation



Treize militant-e-s de l'AFPS et de la Coalition BDS 63 ont déployé au marché aux puces des Salins, le 30 août 2020, une grande banderole « Israel Start-up Nation ? Tour de France complice de l'apartheid ! », fixée sur la grille d'une des entrées très passantes du marché. Ils sont aussi exposé une affiche mobile, sur le champion cycliste de Gaza amputé suite à un tir de soldat israélien, qui a suscité de nombreuses discussions avec les passants. Une déambulation avec l'affiche, précédée par 3 « tracteurs », a aussi été bien visible (voir la video).



Le tract signé par 27 organisations, dénonçant la propagande de l'équipe Israel Hold-up Nation, la complicité du Tour de France, la situation faite aux Palestiniens et appelant au boycott d'Israel, a été diffusé à 1.300 exemplaires aux 4 coins du marché. Généralement bien acceptée, cette action nous a montré que de nombreux citoyens n'étaient pas informés sur ce scandale. Plusieurs personnes nous ont demandé quelques tracts à distribuer dans leur entourage. Et beaucoup d'autres nous ont remerciés ou encouragés.

Cette action avait été précédée le 24 août d'une intervention sur ce sujet par un militant AFPS-BDSF à la réunion de rentrée du réseau RESF 63 (20 personnes); et des interventions

de deux militantes (AFPS et ATTAC) le 29 août au Camp Climat d'Alternatiba 63 (100 personnes) à Sauxillanges.

Pour Gaza: amplifions les campagnes BDS pour que des comptes soient demandés à Israël

23 août 2020 / Par [Palestinian BDS National Committee \(BNC\)](#)

Cela fait onze nuits consécutives que les forces militaires israéliennes bombardent Gaza, terrorisant ses deux millions d'habitants.

Palestine occupée, 23 août 2020 – En réponse aux bombardements continus par Israël de la bande de Gaza, occupée et assiégée, le Comité national de BDS (le BNC) de Palestine a réitéré les appels de la société civile palestinienne à des sanctions ciblées et légales à l'encontre d'Israël, en particulier un embargo militaire urgent et complet, et à une amplification des campagnes de boycott et de désinvestissement pour faire cesser ses crimes.

Depuis plus de onze nuits, les forces militaires israéliennes bombardent Gaza, terrorisant ses deux millions d'habitants palestiniens, qui vivent dans la plus grande prison à ciel ouvert du fait du siège israélien qui dure depuis 13 ans. L'excuse d'Israël cette fois-ci est l'envoi depuis Gaza de ballons incendiaires, qui ont causé des incendies sur les terres agricoles de colonies israéliennes près de la barrière militaire qui encercle Gaza.

La majorité absolue des résidents de Gaza sont des descendants des plus de 750 000 réfugiés palestiniens victimes de nettoyage ethnique – par les milices sionistes puis plus tard par l'armée israélienne – durant la Nakba de 1948.

Les attaques israéliennes ont endommagé des maisons et des infrastructures civiles, dont une école primaire dans le camp de réfugiés de Shati, géré par l'Agence de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (l'UNRWA), bombardée à l'aube le 12 août. L'UNRWA a contesté l'affirmation d'Israël que cette attaque avait été « accidentelle », étant donné que les coordonnées de toutes les structures des Nations Unies sont transmises aux autorités d'occupation israéliennes et régulièrement mises à jour.

La chute d'un missile israélien sur l'école quelques heures avant son ouverture a évité le massacre des enfants et de leurs enseignants, mais l'idée de ce qui aurait pu se passer a causé une panique généralisée parmi les enfants réfugiés.

Cette nouvelle vague de bombardements sur Gaza coïncide avec le sixième anniversaire du massacre israélien, en 2014, de plus de 2 250 Palestiniens, dont 551 enfants, durant une attaque militaire prolongée. Une déclaration signée à ce moment par plus de 140 chercheurs en droit international et droit pénal, des défenseurs des droits humains, des experts juridiques et autres affirmait que « La plupart des lourds bombardements qu'a subi Gaza récemment n'ont pas de justification militaire plausible et semblent plutôt viser spécifiquement à terroriser la population ».

Une enquête des Nations Unies de 2019 sur les attaques israéliennes contre des manifestants palestiniens non armés participant à la Grande marche du retour, lancée le 30 mars 2018, affirmait qu'il y avait « de bonnes raisons de penser que les snipers israéliens visaient des journalistes, du personnel sanitaire, des enfants et des personnes handicapées,

sachant qu'ils étaient aisément identifiables comme tels ». Le rapport de l'ONU concluait que « Ces violations graves des droits humains et du droit international pourraient constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité ».

Ces crimes perpétrés de manière répétée par Israël contre une population civile captive, qui ne peut s'échapper nulle part, ne peuvent se continuer dans l'impunité que grâce à la complicité des gouvernements occidentaux, en particulier des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne, et avec la complicité de certains régimes arabes despotiques.

Toute tentative de « normaliser » les relations avec Israël, ou de prétendre « continuer comme à l'habitude » équivaut à un soutien matériel à la continuation de l'apartheid et des massacres contre les Palestiniens.

Les compagnies militaires israéliennes, dont Elbit Systems et Israeli Aerospace Industries, testent leurs armes sur les Palestiniens pour ensuite les exposer dans le monde entier comme testées sur le terrain. Des entreprises d'armement et de produits de haute technologie du monde entier augmentent leurs propres profits en fournissant à Israël des armes et des munitions pour ses attaques contre les Palestiniens.

L'Israël de l'apartheid a resserré encore le blocus suffocant des 2 millions de Palestiniens de la bande de Gaza ces derniers jours, en interdisant totalement la pêche sur ses côtes et interdisant toute entrée de biens et de carburants depuis le 10 août, causant l'arrêt total de la seule usine d'électricité de cette région surpeuplée. Ceci pourrait mener à une vraie catastrophe humanitaire, avec la déstabilisation du système de santé en temps de pandémie mondiale, des transports et d'autres services vitaux, qui souffrent déjà depuis 2007 d'une crise d'approvisionnement en électricité et d'autres pénuries de ressources fondamentales, du fait du siège israélien.

Les Nations Unies avaient prédit que Gaza serait « invivable » d'ici à 2020. Mais Israël continue ce siège brutal et ces attaques militaires, le nettoyage ethnique graduel et incessant du Neguev et de la Cisjordanie, en particulier dans et autour de Jérusalem-Est et de la vallée du Jourdain, sans conséquences pour lui. Les Nations unies et les gouvernements du monde n'ont pas réussi à demander des comptes au régime d'occupation, de colonisation et d'apartheid d'Israël en lui imposant des sanctions ciblées.

Pour mettre fin à l'apartheid israélien et aux crimes de guerre et crimes contre l'humanité en cours et pour soutenir la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité, nous appelons les personnes de conscience du monde entier à :

1. Faire pression sur les gouvernements et les parlements pour qu'ils remplissent leurs obligations juridiques internationales en imposant un embargo militaire complet sur Israël, comme le demandent la société civile palestinienne et Amnesty International.
2. Intensifier le boycott académique et culturel d'Israël et de ses institutions complices, en particulier à la lumière de ses attaques dévastatrices continues contre les institutions éducatives et culturelles palestiniennes à Gaza, Jérusalem et ailleurs.
3. Accroître l'engagement dans les campagnes de boycott et de désinvestissement visant les sociétés qui permettent les crimes israéliens contre les Palestiniens, en particulier celles qui figurent dans la base de données de l'ONU aussi bien que les nombreuses sociétés complices qui n'y ont pas encore été ajoutées.

Traduction: M. pour BDS France

Source : bdsmovement.net

Appel à action: Participez à la **tweetstorm **#IsraelApartheidNation** le 28 août prochain à 18H**

Par BDS France, le 24 août 2020

La 107ème édition du Tour de France 2020 se déroulera du 29 août au 20 septembre prochain. Comme tous les ans, la célèbre course cycliste aura une dimension internationale. Cette année, une équipe israélienne participera à la course pour la première fois, pour permettre ainsi à Israël de détourner à nouveau l'attention du public de sa politique d'apartheid en affichant une image conviviale et généreuse du régime israélien !

L'équipe est intitulée Israel Start-up Nation. Elle est financée par le milliardaire israélo-canadien Sylvan Adams, surnommé « l'ambassadeur auto-proclamé d'Israël », et connu pour avoir déjà financé le départ du Giro à Jérusalem en 2018 et la participation d'Israël à la Formule 1 en 2020.

La présence de cette équipe israélienne au Tour de France est motivée par des objectifs politiques loin d'être glorieux. Cette opération de propagande ne sert qu'à blanchir la politique coloniale et d'apartheid perpétuée par Israël à l'encontre des Palestiniens depuis 1948 !

Comme nous le soulignons dans notre communiqué: « le gouvernement israélien trouve là une nouvelle occasion de détourner l'attention de sa politique criminelle, en particulier dans un contexte de fortes protestations après les

annonces d'annexion qui devaient officiellement commencer le 1er juillet.»

Cette situation renforce notre détermination à pratiquer sans relâche le BDS, et notamment le boycott sportif.

Le Tour de France ne doit pas promouvoir l'apartheid israélien !

La campagne BDS France appelle à participer à une large mobilisation par tweetstorm ce

Vendredi 28 août de 18h à 19h avec les hashtags :

#IsraelApartheidNation et **#TDF2020**

Utilisez nos visuels pour la tweetstorm :

<https://photos.app.goo.gl/1BZ3RVRD11HwNUm77>

Et nos exemples de tweets:

*Le Tour de France ne doit pas se laisser instrumentaliser par Israël#IsraelApartheidNation #TourDeFrance2020
pic.twitter.com/FEqiNvzKpp*

– BDS France (@Campagnebds) August 15, 2020

*Le Tour de France doit se désolidariser des politiques israéliennes#IsraelApartheidNation #TourDeFrance2020
pic.twitter.com/qsZq0Esq2k*

– BDS France (@Campagnebds) August 15, 2020

*Le Tour de France ne doit pas pédaler pour l'apartheid israélien#IsraelApartheidNation #TourDeFrance2020
pic.twitter.com/Kyx34lVYxo*

– BDS France (@Campagnebds) August 15, 2020

Des Conseils Municipaux et Régionaux appellent à des sanctions contre les projets d'annexion et les violations du droit international par Israël

Par BDS Italie, le 5 août 2020

Le 30 juillet, le Conseil Régional d'Emilie Romagne a approuvé à une large majorité une résolution appelant le gouvernement italien et l'Union Européenne à exprimer dans tous les forums leur opposition au Plan Trump et à l'annexion du territoire palestinien occupé, à intervenir politiquement et diplomatiquement pour empêcher toute nouvelle violation du droit international et des droits de l'être humain, et à prendre des mesures concrètes pour sanctionner ces violations.

Cette résolution fait suite à une motion similaire approuvée le 13 juillet par le Conseil Municipal de Turin, qui a lui aussi appelé à des mesures concrètes contre les projets d'annexion et les violations du droit international par Israël, y compris à mettre fin au commerce des armes. Une coalition des organisations de la société civile de Turin, dont le Centre d'Etudes Sereno Regis, l'Association Frantz Fanon et la section locale du syndicat FIOM, a appelé le conseil municipal à « prendre des mesures concrètes et courageuses en faveur de la légalité internationale ».

Ces deux résolutions rappellent les nombreuses positions, y

compris au niveau institutionnel, prises pour condamner le Plan Trump et le projet d'Israël d'annexer de grandes parties de la Cisjordanie palestinienne occupée, dont l'appel de plus de 70 organisations de la société civile palestinienne exhortant les Etats à se soumettre à leurs obligations selon le droit international en adoptant des contre-mesures efficaces, y compris des sanctions, pour mettre fin à l'annexion illégale de la Cisjordanie occupée par Israël et à ses graves violations des droits de l'être humain. La société civile palestinienne a récemment réitéré cette requête en appelant à « des sanctions juridiques, ciblées et immédiates contre Israël en réponse à son annexion continue, son occupation militaire illégale et son régime d'apartheid, avec discrimination raciale, ségrégation et expansion territoriale, enchâssé dans le droit national d'Israël ».

BDS Italie salue ces résolutions qui appellent clairement à la fin de l'impunité d'Israël et à l'adoption de mesures concrètes contre les violations israéliennes.

BDS Italie remercie les conseillers régionaux et municipaux qui ont présenté et voté ces résolutions, se plaçant sans équivoque du côté des droits fondamentaux des Palestiniens et du droit international.

A BDS Italie, nous continuerons notre travail pour éveiller l'attention des citoyens et des représentants élus sur les graves violations et crimes commis par Israël et pour faire pression sur les institutions et les sociétés afin qu'elles mettent fin à leur complicité avec la colonisation israélienne, à l'occupation militaire et au régime d'apartheid qui opprime les Palestiniens, grâce à des campagnes de Boycott, Désinvestissement et Sanctions.

Liberté, Justice et égalité pour les Palestiniens, et pour les peuples.

Cet article est repris de BDS Italie, [cliquez ici](#) pour lire

l'article original.

Traduction: J. Ch. pour BDS France

Source : BDS Movement

Le tour de France 2020 servira t-il à blanchir l'apartheid israélien ?

Du 29 août au 20 septembre 2020, aura lieu une compétition sportive très attendue : la 107ème édition du tour de France. Les coureurs cyclistes parcourront en 21 étapes, pas moins de 3470 km à travers la France. Cette compétition sportive fait partie du patrimoine culturel français, elle devrait donc résister aux opérations de propagande du régime israélien d'apartheid.

En effet, une équipe israélienne appelée *Israel-Start-up Nation* sera sur la ligne de départ. Le milliardaire canadien Sylvan Adams, principal financeur de cette équipe, a souhaité contribuer au « rayonnement d'Israël » en s'offrant Chris FROOME, pluri-vainqueur du tour de France, pour le tour de France 2021.

« Alors que Chris Froome s'engage à rouler pour Israël, des colons ont attaqué des cyclistes palestiniens en Cisjordanie occupée le 18 juillet – un rappel que les Palestiniens vivant sous occupation militaire israélienne ne sont pas libres de profiter en toute sécurité des activités sportives dans leur propre pays » ainsi que le précise cet article en date du 23 juillet dernier d'Electronic Intifada.

Tweet

du

PACBI : <https://twitter.com/PACBI/status/1285621567523782656>

Le milliardaire, qui aime à se faire appeler « l'ambassadeur autoproclamé de l'État d'Israël » était déjà l'instigateur du passage du Giro d'Italie à Jérusalem en 2018, et il assure également la présence d'Israël en Formule 1.

Comme le rappelle Ouest France dans son article du 15 juillet dernier « le milliardaire Sylvan Adams joue la carte du sport pour changer l'image du conflit qui colle à Israël et favoriser sa normalisation avec le monde arabe »

Ainsi, le gouvernement israélien trouve là une nouvelle occasion de détourner l'attention de sa politique criminelle, en particulier dans un contexte de fortes protestations après les annonces d'annexion qui devaient officiellement commencer le 1er juillet. Le gel au moins provisoire de ces annonces ne s'explique que par le soin qu'Israël porte à son image. En réalité, la poursuite de la colonisation n'a jamais cessé, ainsi que les expropriations, les destructions de maisons palestiniennes et les crimes contre l'humanité dont le plus flagrant : le crime d'apartheid.

La campagne BDS France dénonce cette opération de propagande honteuse, et appelle le tour de France à ne pas être complice de l'apartheid !

Nous réitérons notre soutien total à la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions, campagne qui inclut le boycott sportif de l'état colonial et d'apartheid israélien —

L'équipe Israël-Start-up Nation, c'est une opération de

propagande honteuse !

Le tour de France ne doit pas pédaler pour l'apartheid !

La campagne BDS France

La dictature des Émirats arabes unis vend les droits des Palestiniens par le biais d'un accord avec Israël

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 14 août 2020

L'accord avec les dirigeants despotiques des Émirats Arabes Unis ajoute un autre État policier à la ligue des amis et alliés internationaux d'Israël.

La société civile palestinienne se tient aux côtés de la majorité réduite au silence dans les Émirats arabes unis et dans le monde arabe pour condamner fermement l'accord conclu entre les dirigeants despotiques des Émirats arabes unis et d'Israël, avec le soutien de la Maison Blanche de Trump. C'est la plus grave trahison du régime des Émirats arabes unis dans la lutte pour la libération et l'autodétermination des Palestiniens.

L'accord a été annoncé alors qu'Israël bombardait à nouveau la bande de Gaza assiégée et appauvrie et attaquait les Palestiniens en Cisjordanie, signifiant ainsi qu'il ne ferait

rien pour diminuer les agressions brutales d'Israël contre le peuple palestinien.

L'affirmation du régime des Emirats Arabes Unis selon laquelle le prix pour sa violation du principe central parmi les peuples arabes d'engagement envers la cause palestinienne était le gel par Israël de ses plans d'annexion formelle de parties du territoire palestinien occupé est un mensonge. Après la conclusion de l'accord Nétanyahou a annoncé que le plan d'annexion est toujours en vigueur mais qu'il a été temporairement retardé pour lui permettre de s'entendre avec Trump sur la meilleure façon de le mettre en œuvre.

De plus, quelle que soit la façon dont Nétanyahou et Trump décident de gérer ou de présenter l'annexion officielle, la revendication des Emirats Arabes Unis est une imposture : le vol par Israël de terres palestiniennes et son entreprise illégale de colonisation se poursuivent sans relâche, enracinant de facto son régime d'annexion et d'apartheid.

Le régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid célèbre cette dernière percée diplomatique comme une couverture indispensable pour ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité contre le peuple indigène de Palestine. Ces crimes comprennent des massacres, le nettoyage ethnique, en particulier à Jérusalem, au Naqab et dans la vallée du Jourdain, le siège de Gaza, la démolition de maisons, la destruction d'anciennes oliveraies, la destruction ou l'appropriation du patrimoine culturel et archéologique et le déni des droits fondamentaux protégés par le droit international.

Cet accord de « paix » entre les régimes israélien et émirati est l'aboutissement d'années de relations secrètes et parfois publiques, notamment l'importation par les Émirats arabes unis de technologies sécuritaires et militaires israéliennes d'une valeur de plusieurs milliards de dollars ces dernières années. Il intervient dans le contexte de la perpétration par le

régime émirati de ses propres crimes contre le peuple du Yémen, en partenariat avec le régime saoudien despotique et avec l'entière complicité des États-Unis et de plusieurs États européens.

Le régime émirati qui a l'habitude de réduire au silence l'opposition et la dissidence, qui pratique le racisme et la discrimination généralisés à l'encontre des travailleurs migrants, avait également besoin de cet accord avec Israël pour soutenir ses interventions militaires et sa guerre contre la démocratie dans la région et pour contourner toute sanction potentielle des Nations unies en raison de ses crimes.

Ce que Nétanyahou n'a pas dit, c'est que la réponse à l'appel de la société civile palestinienne en faveur de sanctions ciblées et légales contre les plans d'Israël et le régime d'apartheid en cours a été extrêmement positive, en particulier dans le Sud global, ainsi que dans certains États européens et parmi les membres du Congrès américain. Cet effort doit se poursuivre et être renforcé.

Par son accord avec la dictature des Émirats arabes unis, Israël a ajouté un autre État policier à sa ligue d'amis et d'alliés internationaux. Alors que l'Israël de l'apartheid devient un modèle pour les régimes d'extrême droite et autoritaires du monde entier, exportant ses armes « testées sur le terrain » et son expertise en matière de militarisme, de racisme systémique, de surveillance de masse, de profilage racial et d'oppression sanglante, il perd rapidement le soutien des principaux cercles libéraux du monde entier, y compris parmi les jeunes Juifs américains. Cette expertise israélienne a fait apprécier le pays à d'impitoyables violeurs des droits humains, de l'Inde au Myanmar et aux Philippines, en passant par le Sud-Soudan, la Colombie, le Brésil et le Honduras, et bien d'autres encore.

Le régime d'oppression israélien peut conclure des accords avec tous les dictateurs du monde, mais cela ne peut que

retarder et non pas contrecarrer son heure de vérité, lorsqu'il sera confronté à des sanctions légales et ciblées visant à mettre fin à son régime d'apartheid et à ses décennies de déni des droits des Palestiniens, tels que stipulés par le droit international. En témoignent la croissance massive de l'impact du mouvement BDS au cours des dernières années et l'intégration de mesures de responsabilisation, y compris de sanctions, pour contrer les plans d'Israël visant à poursuivre l'annexion officielle de la terre palestinienne et à mettre fin à son régime d'apartheid et à son système d'oppression à plusieurs niveaux.

Le peuple palestinien, soutenu par la majorité absolue du monde arabe et par les personnes de conscience dans le monde, continuera à résister à l'oppression israélienne et à insister sur notre droit inaliénable à la libération, à l'autodétermination, à la liberté et à la dignité dans notre patrie. Nous appelons les peuples du monde entier à intensifier les campagnes de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) contre l'annexion et l'apartheid actuels d'Israël.

En réponse à la trahison de la dictature des Emirats Arabes Unis, nous appelons nos sœurs et frères des Emirats Arabes Unis à boycotter toute présence ou activité israélienne dans le pays ou ailleurs et à refuser de s'engager avec l'ambassade israélienne ou avec les entités qui sont leurs partenaires et avec toutes les institutions israéliennes complices. Nous appelons également les Arabes en général à continuer de résister activement à cette abjecte normalisation :

- 1- En boycottant toutes les activités, festivals et projets parrainés par le régime des Emirats Arabes Unis, notamment l'EXPO de Dubaï, le Festival du shopping de Dubaï, ainsi que les festivals et conférences sportifs, culturels et économiques/financiers.

- 2- Par le boycott et le désinvestissement de toute société

émiratie ou autre qui se rendrait complice de la mise en œuvre de cet accord de normalisation avec Israël.

3- En s'abstenant de voyager dans l'actuel Israël et dans les Territoires palestiniens occupés, y compris la mosquée Al-Aqsa, dans le cadre de cet accord contraire à l'éthique et de participer aux initiatives de propagande religieuse qui sous-tendent ce soi-disant « accord d'Abraham ».

Traduction : GD pour BDS France

Source : BDS Movement

Tour de France 2020 – Lettre de l'AFPS 63 à 83 clubs cyclistes d'Auvergne

Dans l'édition 2020 du Tour de France, qui aura lieu du 29 août au 20 septembre, apparaît une nouvelle équipe, une équipe aux couleurs d'un Etat. Cette équipe baptisée *Israël Sart-Up Nation* a pour objet de véhiculer une image « reluisante » d'Israël. Elle a été créée par le milliardaire israélo-canadien, Sylvan Adams, qui s'est offert la licence de l'équipe russo-suisse *Katusha*. Les objectifs poursuivis par Sylvan Adams sont sans ambiguïtés ; il les a expliqués au journal Libération : « *Présenter l'État hébreu comme une démocratie vibrante et robuste, un pays normal, sûr, ouvert et tolérant* » .

L'AFPS 63, membre de la campagne BDS France, a adressé le 4 août 2020 un courrier à 83 clubs cyclistes d'Auvergne pour les

informer sur la situation en Palestine, et sur cette opération de propagande et d'instrumentalisation du sport cycliste pour faire oublier les crimes d'Israël contre le peuple palestinien.

Crédit photo :
<https://www.cyclisme-amateur.com/annuaire-clubs-puy-de-dome.html>

CGT – INRAE : lettre a l'ambassade d'Israël pour M Nawajaa

suite à l'arrestation arbitraire du coordinateur de la campagne BDS en Palestine, et à l'appel du BNC



une lettre a été envoyée par la CGT-INRAE à l'ambassade d'Israel avec copie au ministère des affaires étrangères



Le Luton Town Football Club

vire le sponsor de l'occupation israélienne, Puma

Par Ali Abunimah, le 29 juillet 2020

Les militants au Royaume-Uni célèbrent une victoire pour les droits des Palestiniens, après que le Luton Town Football Club a abandonné la marque allemande de tenues de sport, Puma, qui était son fournisseur.

« Nous tenons à remercier le Luton Town FC pour ses réponses constructives à nos appels au boycott de Puma, et pour nous avoir informés directement de sa décision d'abandonner la société qui était son fournisseur en tenues de sport » a déclaré Markus Keane, porte-parole de la Campagne de solidarité avec la Palestine (PSC).

« Nous espérons que d'autres clubs vont suivre et faire le choix de la justice, de la liberté et de l'égalité ».

Plus de 200 équipes sportives et athlètes palestiniens avaient appelé au boycott de Puma parce que cette entreprise sponsorise la Fédération de football d'Israël, laquelle comprend les équipes des colonies de peuplement israéliennes installées en Cisjordanie occupée en violation du droit international.

In case you missed it: @LutonTown have announced they will be dropping @PUMA, who are complicit in Israeli violations of Palestinian rights, as their kit suppliers.

Well done again to our branch activists at @lutonpsc for this fantastic victory ☑☑ #BDS #BDSVictory #FreePalestine pic.twitter.com/8tDZpYtxWx

– PSC (@PSCupdates) July 27, 2020

The Electronic Intifada a vu une correspondance impliquant les dirigeants du Luton FC et confirmant que l'équipe avait soulevé des préoccupations avec Puma en ce qui concerne les droits de l'homme, avant de décider de faire appel à un autre fournisseur.

Le club du championnat d'Angleterre de deuxième division a annoncé la semaine dernière que ses joueurs porteront des tenues fabriquées par Umbro à partir de la saison 2020-21.

En plus de l'engagement direct de ses militants locaux avec le club, la Campagne de solidarité avec la Palestine a déclaré que des milliers de courriels avaient été envoyés à la direction du Luton FC pour appeler l'équipe à laisser tomber Puma.

.@Puma supports illegal settlements that Israel plans to formally & illegally annex.

Settlements force Palestinian families from their homes & are war crimes under international law.#BoycottPuma until it ends support for Israel's crimes. #StopAnnexation <https://t.co/Nt5Jqwt2ou> pic.twitter.com/dhPVIEQe92

– PACBI (@PACBI) July 14, 2020

« Cette décision va donner un énorme coup de fouet à la campagne internationale, avec la campagne que mène la PSC au Royaume-Uni pour boycotter l'entreprise Puma jusqu'à ce qu'elle mette fin à sa complicité avec les violations d'Israël du droit international », a déclaré le directeur de la Campagne de Solidarité avec la Palestine, Ben Jamal.

« C'est un rappel à toutes les organisations sportives de leur responsabilité à s'assurer que leurs relations commerciales reflètent les obligations qui sont les leurs à savoir d'agir de manière éthique et de ne pas se rendre complice de violations des droits ».

Traduction : BP pour BDS France

Source : The Electronic Intifada

Des organisations universitaires et scientifiques palestiniennes appellent à couper les liens avec le séminaire parrainé par AnyVision

Par les organisations universitaires et scientifiques palestiniennes / Etat espagnol, Etats-Unis, le 24 juillet 2020

Les Palestiniens exhortent les universitaires et institutions internationales à ne pas apporter leur soutien au séminaire organisé avec une entreprise israélienne de technologie de reconnaissance faciale impliquée dans les crimes d'Israël contre les Palestiniens.

Nous, organisations palestiniennes universitaires, scientifiques et de recherche soussignées appelons les universitaires et institutions universitaires internationales à s'abstenir de participer ou d'apporter leur soutien de quelque façon que ce soit au séminaire de la « Juste Reconnaissance et Analyse faciale » à la Conférence Européenne de Vision par Ordinateur de 2020 et au défi associé 'Regarder la Juste Reconnaissance Faciale des Gens'.

Ce séminaire, qui se tiendra en ligne le 28 août, et le défi

sont organisés avec AnyVision, société israélienne de technologie de reconnaissance faciale directement impliquée dans les crimes d'Israël contre les Palestiniens.

AnyVision travaille main dans la main avec l'armée israélienne, fournissant une technologie d'espionnage et de surveillance des Palestiniens qui vivent depuis des décennies sous l'occupation militaire et le régime oppressif d'apartheid d'Israël.

AnyVision fournit sa technologie de reconnaissance faciale pour les checkpoints militaires israéliens en territoire palestinien occupé. Le réseau israélien de checkpoints militaires dénie à nous Palestiniens notre droit à la liberté de circulation, sépare les villes et villages palestiniens les uns des autres et sert à contrôler, surveiller et collecter des données sur les Palestiniens.

AnyVision entretient aussi les caméras de surveillance pour l'armée israélienne jusqu'au fin fond de la Cisjordanie occupée. La technologie d'AnyVision sert à espionner les Palestiniens et permet le ciblage illégal des civils palestiniens par l'armée israélienne. AnyVision, dirigée par d'anciens membres de l'armée et du renseignement israéliens, peut vendre sa technologie comme « concrètement testée » sur les Palestiniens.

En mars dernier, Microsoft a annoncé qu'il se désinvestirait d'AnyVision, à la suite d'un rapport d'enquête qui remettait en cause son investissement dans la société et une campagne mondiale de revendication conduite par Voix Juive pour la Paix aux Etats Unis et une vaste coalition d'organisations de défense des droits de l'être humain et des libertés civiques.

Des appels publics à une interdiction de la technologie de reconnaissance faciale se répandent à cause du caractère invasif inhérent à cette technologie, l'utilisation par les forces de police et de l'armée de cette surveillance de masse,

le profilage et le ciblage racial des militants, et son impact disproportionné sur les communautés noires et bronzées.

Les grosses sociétés, dont IBM, Amazon et Microsoft, se sont récemment retirées de cette technologie au vu de ces considérations.

AnyVision a parrainé les prétentions du séminaire d'examiner « l'analyse du parti-pris et les méthodes d'atténuation » pour créer « des systèmes de reconnaissance et d'analyse faciale plus justes ».

Nous sommes inquiets de voir des universités européennes, dont l'Université de Barcelone, l'Université Autonome de Barcelone et l'Université Ouverte de Catalogne, ainsi que des universités internationales impliquées dans un séminaire dont le but est clairement de réhabiliter l'image d'AnyVision ainsi que celle de la technologie de reconnaissance faciale en général.

En tant qu'érudits, savants et chercheurs palestiniens obligés d'affronter au quotidien l'oppression israélienne, nous appelons :

*** la Conférence Européenne sur la Vision par Ordinateur ECCV'20 à ne pas héberger le séminaire de « Juste Reconnaissance et Analyse Faciale »,**

*** l'Université de Barcelone, l'Université Autonome de Barcelone et l'Université Ouverte de Catalogne à retirer leur soutien au séminaire de « Juste Reconnaissance et Analyse Faciale ,**

*** les orateurs invités à annuler leur participation à ce séminaire,**

*** les universitaires internationaux à se retenir de participer au séminaire de « Juste Reconnaissance et Analyse Faciale » et au défi associé parrainé par AnyVision de « Regard sur la**

Juste Reconnaissance Faciale des Gens ».

Nous réitérons l'appel péremptoire de la société civile palestinienne à mettre fin à tous les liens avec AnyVision.

Signataires :

Fédération Palestinienne des Syndicats de Professeurs et personnels d'Université (PEUUPE) qui représente plus de 6.000 membres du personnel des universités palestiniennes dans 13 institutions d'éducation supérieure dans le territoire palestinien occupé.

Académie Palestinienne de Sciences et de Technologie (PaLAST), institution nationale qui sert de tutelle à quantité de projets et d'innovations dont le but est de faire progresser la science, la technologie et l'innovation en Palestine, dont :

- * **la Société Palestinienne de Mathématiques**
- * **la Société Palestinienne de Physique (PPS)**
- * **la Société Palestinienne de Chimie**
- * **la Société Palestinienne de Biologie**
- * **la Société de Production et de Protection des Plantes**

Centre Bisan de Recherche et de Développement, organisation progressiste de Recherche et de Développement de la Société Civile Palestinienne qui fournit une connaissance de recherche essentielle sur les questions stratégiques et émergentes liées au développement de la Palestine.

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : BDS Movement

Les actionnaires d'AXA ressentent la menace d'une pression accrue de la part des militants

Par BDS Movement, le 26 juillet 2020

Près de 5000 personnes de toute l'Europe ont écrit aux représentants d'AXA, avant la réunion 2020 des actionnaires de la société le mois dernier, pour les inciter à soutenir la fin des investissements de la compagnie dans les banques israéliennes profondément impliquées dans l'oppression des Palestiniens.

La coalition Stop AXA Assistance to Israeli Apartheid [Arrêtez l'aide d'AXA à l'apartheid israélien] veut que la compagnie mette complètement fin à sa complicité dans les violations des droits humains par Israël, qui sont en conflit avec les propres politiques d'« investissement responsable » de la compagnie.

Plus de douze défenseurs éminents des droits humains de cinq pays différents ont diffusé des vidéos appelant AXA à désinvestir, y compris l'artiste Code Rouge, le juriste Ghislain Poissonnier et l'ancienne députée de Die Linke (Allemagne) Annette Groth.

[Vidéo de Alima Boumediene-Thiery – avocate, ancienne parlementaire et militante des droits humains]

AXA a fait des changements significatifs dans son

investissement dans des compagnies qui sont profondément impliquées dans l'apartheid israélien. Au cours des dix-huit derniers mois, AXA a réduit ses actions dans Equitable Holdings, la compagnie directement investie dans Elbit Systems, de 64% à seulement 9%. Mais AXA a augmenté ses investissements directs dans trois banques israéliennes : Mizrahi Tefahot Bank, Bank Leumi et Israel Discount Bank. Ces trois banques sont sur la base de données des Nations Unies des compagnies impliquées dans des affaires avec l'entreprise illégale de colonisation israélienne.

En conséquence, la coalition Stop AXA Assistance to Israeli Apartheid a accru ses actions dans la période précédant la réunion des actionnaires d'AXA pour garantir que le désinvestissement de l'apartheid israélien soit à l'ordre du jour.

Des appels à AXA en faveur du désinvestissement figuraient aussi dans les manifestations contre les plans d'Israël d'annexer formellement de larges pans du territoire palestinien occupé.

À Madrid, Bruxelles et Anvers le 18 juin, des militants des droits humains ont protesté devant les sièges d'AXA appelant au désinvestissement des trois banques israéliennes et à un désinvestissement total de Equitable Holdings. Le 26, des militants de Berlin ont manifesté contre AXA, et de même à Paris quelques jours plus tard.

Des milliers ont regardé le webinar préparé par Intal Globalize Solidarity, avec Fayrouz Sharqawi de Grassroots Jerusalem, Alys Samson Estapé, coordinatrice Europe du comité national palestinien BDS et Jasper Thys, membre d'Intal.

Pendant la réunion des actionnaires d'AXA, la coalition a repris le hashtag officiel #AXAG2020.



Le PDG d'AXA, Thomas Buberl, affirme que sa compagnie « agit pour le progrès humain en protégeant ce qui est important ». Compte tenu de la complicité d'AXA dans l'Apartheid israélien contre les Palestiniens, est-ce que les droits humains palestiniens importent à AXA ?

AXA a pris des mesures importantes vis-à-vis du changement climatique. En 2015, le groupe AXA a été le premier à s'engager à désinvestir des carburants fossiles, en présentant en 2020 une nouvelle stratégie pour le climat. Si ce sont des mesures positives, elles témoignent d'une interprétation hypocrite de la justice climatique, étant donné la complicité persistante d'AXA dans de graves violations des droits humains palestiniens. Comme Abeer Butmeh, coordinatrice du réseau d'ONG palestiniennes pour l'environnement, l'a dit :

« Pour les Palestiniens, le changement climatique n'est pas seulement un phénomène naturel, mais aussi un phénomène politique. Le régime d'occupation et d'apartheid d'Israël, qui nous dénie le droit de gérer notre terre et nos ressources, exacerbe la crise climatique à laquelle les Palestiniens sont confrontés, nous rendant plus vulnérables aux événements reliés au climat. »

En Cisjordanie occupée, Israël vole et détruit systématiquement les ressources de terre et d'eau palestiniennes. Israël contrôle plus de 60 % des terres en Cisjordanie, où 640 000 Israéliens vivent maintenant dans des colonies illégales. Les colons israéliens consomment six fois plus d'eau que les 2,9 millions de résidents palestiniens de Cisjordanie. Israël a aussi déraciné 800 000 oliviers depuis 1967. L'apartheid israélien n'est pas « vert ».

En investissant dans des banques israéliennes complices qui contribuent à construire et à financer des colonies israéliennes illégales, AXA est impliquée dans des crimes de guerre contre les Palestiniens autochtones.

AXA a aussi investi dans la recherche pour lutter contre la pandémie de COVID-19, mais cette recherche n'atténue ni n'excuse les dommages des investissements d'AXA dans les violations sérieuses des droits humains par Israël. Pendant cette période difficile, l'accès aux soins devrait être garanti sans restrictions, mais Israël continue sa répression brutale des Palestiniens et le vol de leurs terres malgré la pandémie.

C'est précisément le #CoronaRacism d'Israël et ses politiques d'apartheid qui rendent les Palestiniens encore plus vulnérables au COVID-19. Non seulement AXA contribue à privatiser les soins, elle met en danger les vies palestiniennes. En investissant dans l'apartheid et l'occupation israéliens, AXA bloque l'accès des Palestiniens à la santé.

Bien qu'AXA soit signataire de la Convention mondiale des Nations Unies, elle viole ses principes en montrant une totale indifférence envers les droits humains. Le rapport des actionnaires d'AXA, de fait, ne mentionne pas une seule fois les droits humains.

Les manifestations et les campagnes de pression publiques qui exposent l'implication commerciale d'AXA dans les violations sérieuses des droits humains par Israël dans les territoires palestiniens occupés augmenteront jusqu'à ce qu'AXA se déinvestisse totalement des banques israéliennes complices et mette fin à son investissement dans Equitable Holdings.

Nous demandons à tous ceux intéressés, en particulier les personnes de conscience, les syndicats, les espaces et les entreprises communautaires qui s'assurent chez AXA et se préoccupent des droits humains, de nous contacter à : alys@bdsmovement.net.

Traduction : CG pour BDS France

Source : BDS Movement

